BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

IVE REPUBLIQUE

TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION

Session permanente

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

TEXTE ISSU DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET (COMFIB)

Dossier n°013

PROJET DE[1] LOI N° -2025/ALT
PORTANT LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE LA LOI DE FINANCES POUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025

Octobre 2025

[1] Insérer « PROJET DE » avant « LOI »

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;

Vu la **r**ésolution[2] **n°**[3]001-2022/ALT du 11 novembre 2022 portant validation du mandat des députés[4];

Vu la résolution n°003-2022/ALT du 14 novembre 2022 portant règlement de l'Assemblée législative de transition et son modificatif n°005-2024/ALT du 27 juillet 2024[5] ;

Vu la loi organique **n°**073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;

Vu la loi **n°**042-2024/ALT du 23 décembre 2024 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 ;

a délibéré en sa séance du

et adopté la loi dont la teneur suit :

[2] Ecrire « résolution » avec « r » minuscule ;
[3] Remplacer « N° » par « n° » minuscule. Cet amendement est valable dans tout le texte ;
[4] Supprimer « de l'Assemblée législative de transition » après « députés » ;
[5] Insérer un 4e visa et lire « Vu la résolution n°003-2022/ALT du 14 novembre 2022 portant règlement de l'Assemblée législative de transition et son modificatif n°005-2024/ALT du 27 juillet 2024 ;

Article 1 :

Sont annulées au budget de l'Etat, exercice 2025, les recettes suivantes (en F CFA) :

Article	Paragraphe	LIBELLE	Annulations
71		RECETTES FISCALES	-
	711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	-
	712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	-
	713	Impôts sur le patrimoine	-
	714	Autres impôts directs	-
	715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	-
	716	Droits de timbre et d'enregistrement	-
	717	Droits et taxes à l'importation	-
	718	Droits et taxes à l'exportation	-
	719	Autres recettes fiscales	-
72		RECETTES NON FISCALES	8 584 316 000
	721	Revenu de l'entreprise et du domaine	-
	722	Droits et frais administratifs	-
	723	Amendes et condamnations pécuniaires	-
	725	Cotisations de sécurité sociales	-
	729	Autres recettes non fiscales	8 584 316 000
SOUS-TOTAL **RECETTES**[6] ORDINAIRES			8 584 316 000
74		DONS PROGRAMMES ET LEGS	-

[6] Remplacer « RESSOURCES PROPRES » par « RECETTES »

Article	Paragraphe	LIBELLE	Annulations
	741	Dons des institutions internationales	-
	742	Dons des gouvernements étrangers	-
76		DONS PROJETS ET LEGS	-
	761	Dons projets des institutions internationales	-
	762	Dons projets des gouvernements affiliés au Club de Paris	-
	763	Dons projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris	-
	764	Dons projets des organismes privés extérieurs	-
	765	Fonds de concours	-
	769	Autres dons et legs	-
SOUS-TOTAL **RECETTES**[7] EXTRAORDINAIRES			-
TOTAL			8 584 316 000

[7] Remplacer « RESSOURCES » par « RECETTES »

Article 2 :

Sont annulés au budget de l'Etat, exercice 2025, les crédits suivants (en FCFA) :

SECTIONS	PROGRAMMES	ANNULATIONS	
		AE	CP
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité		-	*956 177 554*
	016-Pilotage et soutien des services du Ministère		901 798 494
	098-Transports et météorologie		30 000 000
	099-Mobilité et sécurité routière		24 379 060
12-Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur		-	*3 855 190 000*
	028-Cooperation bilatérale		1 712 363 000
	030-Pilotage et soutien aux services du Ministère		1 869 264 000
	137-Integration Africaine	-	172 043 000
	159-Protection internationale et consulaire		101 520 000
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales		**-**	***1 152 000 000***
	061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle		**1 152 000 000**
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		***2 616 094 254***	**-**
	062-Enseignement supérieur	**1 740 809 804**	-
	064-Recherche scientifique et technologique	**504 546 000**	-
	065-Pilotage et soutien aux services du MESRI	**370 738 450**	-
31-Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques		*3 747 859 000*	*4 256 169 000*

	096-Appui au sous-secteur postal		501 840 000
	097-Pilotage et soutien aux structures du Ministère		6 470 000
	136-Transformation et écosystème numérique	3 747 859 000	3 747 859 000
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement		*72 295 000*	*72 295 000*
	110-Gestion intégrée des ressources en eau	72 295 000	72 295 000
Total général		**6 436 248 254**	**10 291 831 554**

Article 3 :

Sont ouvertes au budget de l'Etat, exercice 2025, les recettes suivantes (en F CFA) :

Article	Paragraphe	LIBELLE	OUVERTURES
71		RECETTES FISCALES	-
	711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	-
	712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	-
	713	Impôts sur le patrimoine	-
	714	Autres impôts directs	-
	715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	-
	716	Droits de timbre et d'enregistrement	-
	717	Droits et taxes à l'importation	-
	718	Droits et taxes à l'exportation	-
	719	Autres recettes fiscales	-
72		RECETTES NON FISCALES	150 000 000 000
	721	Revenu de l'entreprise et du domaine	100 000 000 000
	722	Droits et frais administratifs	1 243 566 000
	723	Amendes et condamnations pécuniaires	781 434 000
	725	Cotisations de sécurité sociales	-
	729	Autres recettes non fiscales	47 975 000 000
77		PRODUITS FINANCIERS	-
	771	Intérêts des prêts	-
	772	Intérêts sur les dépôts à termes	-
	774	Revenus des titres et placements	-
	776	Gains de change	-

Article	Paragraphe	LIBELLE	OUVERTURES
75		RECETTES EXCEPTIONNELLES	8 584 316 000
	751	Remises et annulations de dette	-
	752	Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	-
	759	Autres recettes exceptionnelles	8 584 316 000
SOUS-TOTAL **RECETTES**[8] ORDINAIRES			158 584 316 000
74		DONS PROGRAMMES ET LEGS	-
	741	Dons des institutions internationales	-
	742	Dons des gouvernements étrangers	-
76		DONS PROJETS ET LEGS	-
	761	Dons projets des institutions internationales	-
	762	Dons projets des gouvernements affiliés au Club de Paris	-
	763	Dons projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris	-
	764	Dons projets des organismes privés extérieurs	-
	765	Fonds de concours	-
	769	Autres dons et legs	-
SOUS-TOTAL **RECETTES**[9] EXTRAORDINAIRES			-
TOTAL			158 584 316 000

[8] Remplacer « RESSOURCES » par « RECETTES »

[9] Remplacer « RESSOURCES » par « RECETTES »

Article 4 :

Sont ouverts au budget de l'Etat, exercice 2025, les crédits suivants (en F CFA) :

SECTIONS	PROGRAMMES	OUVERTURES	
		AE	CP
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité		*3 148 771 000*	*11 998 771 000*
	014-Décentralisation		8 850 000 000
	016-Pilotage et soutien des services du Ministère	3 148 771 000	3 148 771 000
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants		-	*8 030 000 000*
	022-Défense		8 030 000 000
12-Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur		-	*3 855 190 000*
	029-Coopération multilatérale		2 650 922 000
	158-Diaspora et migration internationale		1 204 268 000
13-Ministère de la Sécurité		-	*956 177 554*
	139-Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	-	956 177 554
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques		*256 500 000*	-
	077-Economie agricole	256 500 000	-
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement		-	*84 520 000 000*
	091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique		22 130 000 000
	092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques		62 390 000 000
31 Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques		***392 800 000***	-

	136-Transformation et écosystème numérique	**392 800 000**	
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique		-	***1 152 000 000***
	104-Pilotage et soutien aux services de l'enseignement secondaire, de la formation professionnelle et technique		**1 152 000 000**
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement		***500 000 000***	*72 295 000*
	109-Aménagements hydrauliques	**500 000 000**	-
	110-Gestion intégrée des ressources en eau	-	72 295 000
99-Dépenses Communes Interministérielles		-	*49 707 398 000*
	133-Dépenses communes interministérielles	-	49 707 398 000
TOTAL		**4 298 071 000**	**160 291 831 554**

Article 5 :

[10]Le 1) de l'article 122 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 122 :

1) Les loyers de toute nature d'immeubles dus à des personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés.

Article 6 :

[11]L'article 212 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 212 :

Le taux de la retenue à la source est fixé à 20% du montant net des sommes versées aux personnes non établies au Burkina Faso, y compris les sommes et frais accessoires exposés par le débiteur au profit du prestataire.

Toutefois, ce taux est réduit à 10% pour les sommes versées exclusivement au titre des prestations de transport routier de marchandises.

Le montant de la retenue ne saurait être pris en charge par le débiteur.

Article 7 :

[12]Le chapitre 7 du titre 2 du livre 1 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

[10] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « Le »
[11] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « L'article »
[12] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « Le »

Chapitre 7- Taxe additionnelle sur les terrains non mis en valeur ou insuffisamment mis en valeur

Article 279-1 :
Il est institué au profit du budget de l'Etat une taxe sur les terrains non mis en valeur ou insuffisamment mis en valeur conformément à la législation domaniale et foncière et situés en zone urbaine aménagée sur le territoire du Burkina Faso.

Cette taxe est due en sus de la contribution foncière sur les propriétés bâties et non bâties et de la taxe foncière des sociétés.

Section 1 - Champ d'application

Article 279-2 :
Est imposable à la taxe, tout terrain attribué à titre individuel ou collectif non mis en valeur ou insuffisamment mis en valeur dans le délai prévu à l'article 279-3 ci-dessous.

Article 279-3 :
Est assujettie à la taxe, toute personne physique ou morale, détentrice d'un droit réel sur un terrain, dès lors que ledit terrain est resté non mis en valeur à l'expiration du délai de droit commun ou des délais particuliers fixés par les textes applicables en matière de législation domaniale et foncière au Burkina Faso. Au cas où un cahier des charges régit une zone spécifique, le délai y prévu pour la mise en valeur des terrains sera retenu.

La mise en valeur d'un terrain s'entend de la réalisation de constructions, d'investissements, d'aménagements ou d'activités conformes à l'usage prévu au moment de son attribution ou sa cession, ou le cas échéant, conformément au cahier des charges établi et adopté par l'autorité compétente.

Section 2 : Exonérations

Article 279-4 :
Sont exonérés de la taxe :

- les terrains faisant l'objet de conflits avérés portés à la connaissance de l'administration ou portés devant les juridictions ;
- les terrains objets de projets de construction en attente de permis de construire ou de financement, appuyés de justificatifs probants. Pour ces projets, le délai de sursis ne doit excéder une année à compter de la date de dépôt de la demande de permis de construire, ou de la date à laquelle le partenaire financier a notifié son accord pour assurer le financement desdits projets ;
- les terrains appartenant à l'Etat[13] et à ses démembrements ;
- les terrains destinés au culte ;
- les terrains appartenant aux indigents munis d'un certificat d'indigence et aux héritiers mineurs ;
- les terrains appartenant aux missions diplomatiques et consulaires sous réserve de réciprocité ;
- **le premier terrain attribué ou acquis par une personne physique à usage d'habitation [14].**

Section 3 : Tarifs et liquidation

Article 279-5 :
Pour le calcul de la taxe, il est prévu trois (03) zones :

- Zone 1 : communes relevant de la province du Kadiogo et la commune de Bobo-Dioulasso.
- Zone 2 : communes abritant les chefs-lieux de régions autres que les communes relevant de la province du Kadiogo et la commune de Bobo-Dioulasso.
- Zone 3 : autres communes.

La taxe est établie pour l'année civile en fonction de la superficie du terrain et du tarif applicable au m^2 selon l'usage et la zone de situation géographique fixés comme suit :

[13] Remplacer « État » par « Etat »
[14] Créer et insérer un tiret nouveau et lire la disposition en gras

Usage	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Habitation	1 000	750	500
Commerce ou profession libérale autre que l'enseignement et la santé	2 500	2 000	1 750
Industrie et artisanat	2 500	2 000	1 750
Enseignement et santé	1 000	750	500
Autres usages	750	500	300

Article 279-6 :
Le tarif de la taxe est majoré de 20% pour chaque année supplémentaire pour compter de la première année de dépassement du délai de mise en valeur, jusqu'à la mise en valeur effective de la parcelle.

Article 279-7 :
L'administration fiscale compétente[15] procède au constat de la non mise en valeur ou de l'insuffisance de mise en valeur des terrains et à l'établissement des avis d'imposition à la taxe.

Section 5 : Obligations et sanctions

Article 279-8 :

L'administration fiscale compétente invite par tout moyen, les personnes ayant été imposées à ladite taxe à se faire délivrer lesdits avis d'imposition dans un délai d'un mois, auprès du service des impôts du lieu de situation du terrain. A l'échéance du délai indiqué, l'avis est réputé être délivré.

Le paiement de la taxe doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de délivrance de l'avis d'imposition.

[15] Dans tout le dispositif, remplacer « La direction générale des impôts » par « L'Administration fiscale compétente »

Le non-paiement de la taxe dans le délai entraine le retrait du terrain après une période de sursis de trois mois. Si le paiement est effectué durant la période de sursis, il est appliqué une pénalité égale à 10% du montant de la taxe due. Les parcelles retirées sont transférées dans le domaine foncier de l'Etat.

Article 8 :

[16]Le chapitre 7 du titre 2 du livre 1 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso devient le chapitre 8 rédigé ainsi qu'il suit :

Chapitre 8 – Taxe sur les armes
Le reste sans changement.

Article 9 :

[17]Le chapitre 8 du titre 2 du livre 1 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso devient le chapitre 9 rédigé ainsi qu'il suit :

Chapitre 9 - Autres taxes directes

Le reste sans changement.

Article 10 :

[18]L'article 307 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 307 :

[16] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « Le »
[17] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « Le »
[18] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « L'article »

11) Les ventes d'aliments pour bétail, pour volaille et pour poissons produits au Burkina Faso.

29)[19] Les importations et ventes de clinker et de gypse au Burkina Faso destinées exclusivement à la fabrication du ciment.

Le reste sans changement.

Article 11 :

[20]L'article 356 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 356 :

Sont exonérées de la taxe, les fabrications ou importations portant sur les produits suivants :

- 1° les produits médicamenteux alcoolisés ;
- 2° les boissons fabriquées au Burkina Faso et destinées à être exportées ;
- 3° les jus de fruits ou de légumes fabriqués au Burkina Faso, à partir des fruits et légumes produits localement ;

Le reste sans changement.

Article 12 :

[21]La section 4 du chapitre 8 du titre 1 du livre 5 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié**e** et rédigé**e**[22] ainsi qu'il suit :

Section 4 - Remboursement indu d'impôt, exonération indue, imputation frauduleuse d'impôt, activité occulte, dissimulation de chiffres d'affaires, importation de marchandises sous une fausse identité.

[19] Remplacer « 28) » par « 29) »
[20] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « L'article »
[21] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « La »
[22] Remplacer « modifié et rédigé » par « modifiée et rédigée » après « est »

Article 13 :

[23]L'article 622 de la loi **n°**058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 622 [24]:

Le droit de reprise de l'administration fiscale s'exerce jusqu'à la fin de la dixième année suivant celle au cours de laquelle ont été constatés les faits suivants :

1) **Un remboursement indu d'impôt, une exonération indue, une imputation frauduleuse d'impôt ;**
2) **Une activité occulte. L'activité est réputée occulte lorsque le contribuable ne l'a pas déclarée dans les délais prescrits auprès du service des impôts compétent ;**
3) **Des manœuvres frauduleuses caractérisées, notamment :**

   a) La dissimulation totale ou partielle de chiffre d'affaires ;

   b) L'utilisation de fausses identités ou de prête-noms dans les opérations d'importation ou d'activité économique ;

   c) La mise en œuvre de tout autre procédé destiné à éluder ou à entraver l'action de l'administration fiscale.

Le droit de reprise s'exerce dans les mêmes conditions et délais pour le recouvrement des amendes et pénalités fiscales applicables.

Article 14 :

[25]Le 2) de l'article 634-1 de la loi **n°**058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

[23] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « L'article »
[24] Reformuler le contenu de l'article 622 et lire la disposition en gras
[25] Supprimer « Pour compter du … 2025, » et commencer la phrase par « Le »

Article 634-1 :

2) Le quitus fiscal doit être exigé pour les :

- demandes de terrains à usage autre que d'habitation ;
- demandes de documents d'exonération et de domiciliation fiscale ;
- mandats électifs publics et consulaires ;
- nominations des membres du gouvernement, des présidents d'institutions, nominations en **C**onseil[26] des ministres et toutes autres nominations dans l'administration publique ;
- décorations à l'exception de celles à titre posthume ou liées aux distinctions honorifiques à caractère militaire ;
- inscriptions dans les ordres professionnels.

Le reste sans changement.

Article 15 nouveau[27] :

Est ratifié le décret n°2025-1167/PRES/PM/MEF du 16 septembre 2025 portant ouverture de crédits au budget de l'Etat, exercice 2025 à titre d'avances.

Article 16[28] :

Sont abrogés les articles 59, 60, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86 et 87 de la loi **n**°042-2024/ALT du 23 décembre 2024 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025.

Article 17[29] :

Les recettes budgétaires de l'Etat, exercice 2025 sont évaluées à trois mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf milliards sept cent quatre-vingt-treize millions neuf cent cinquante un mille (3 299 793 951 000) Francs CFA et réparties ainsi qu'il suit :

[26] Ecrire « conseil des ministres » avec « c » majuscule
[27] Créer et insérer un article 15 nouveau et lire la disposition en gras
[28] Article 16 nouveau = article 15 ancien
[29] Article 17 nouveau = article 16 ancien

ARTICLE	PARAGRAPHE	LIBELLE	PREVISIONS INITIALES 2025	ANNULATIONS	OUVERTURES	PREVISIONS CORRIGEES 2025
71		RECETTES FISCALES	2 684 052 298 000	-	-	2 684 052 298 000
	711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	861 559 519 000	-	-	861 559 519 000
	712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	23 630 412 000	-	-	23 630 412 000
	713	Impôts sur le patrimoine	4 968 307 000			4 968 307 000
	714	Autres impôts directs	-	-	-	-
	715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	1 299 454 785 000	-	-	1 299 454 785 000
	716	Droits de timbre et d'enregistrement	105 991 276 000	-	-	105 991 276 000
	717	Droits et taxes à l'importation	350 224 791 000	-	-	350 224 791 000
	718	Droits et taxes à l'exportation	463 299 000	-	-	463 299 000
	719	Autres recettes fiscales	37 759 909 000	-	-	37 759 909 000
72		RECETTES NON FISCALES	276 395 666 000	8 584 316 000	150 000 000 000	417 811 350 000
	721	Revenus de l'entreprise et du domaine	65 000 000 000	-	100 000 000 000	165 000 000 000
	722	Droits et frais administratifs	20 403 273 000	-	1 243 566 000	21 646 839 000
	723	Amendes et condamnations pécuniaires	2 773 868 000	-	781 434 000	3 555 302 000
	725	Cotisations de sécurité sociales	-			
	729	Autres recettes non fiscales	188 218 525 000	8 584 316 000	47 975 000 000	227 609 209 000
75		RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	8 584 316 000	8 584 316 000
	751	Remises et annulations de dette	-		-	-
	752	Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	-		-	-
	759	Autres recettes exceptionnelles	-		8 584 316 000	8 584 316 000
77		PRODUITS FINANCIERS	1 546 126 000	-	-	1 546 126 000
	771	Intérêts des prêts	1 048 298 000			1 048 298 000
	772	Intérêts sur les dépôts à termes	113 409 000			113 409 000

ARTICLE	PARAGRAPHE	LIBELLE	PREVISIONS INITIALES 2025	ANNULATIONS	OUVERTURES	PREVISIONS CORRIGEES 2025
	774	Revenus des titres et placements	35 022 000			35 022 000
	776	Gains de change	349 397 000			349 397 000
SOUS-TOTAL **RECETTES**[30] ORDINAIRES			2 961 994 090 000	8 584 316 000	158 584 316 000	3 111 994 090 000
74		DONS PROGRAMMES ET LEGS	-	-	-	-
	741	Dons des institutions internationales		-	-	-
	742	Dons des gouvernements étrangers		-	-	-
76		DONS PROJETS ET LEGS	187 799 861 000	-	-	187 799 861 000
	761	Dons projets des institutions internationales	149 680 914 000			149 680 914 000
	762	Dons projets des gouvernements affiliés au Club de Paris	32 955 796 000	-	-	32 955 796 000
	763	Dons projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris	-	-	-	-
	764	Dons projets des organismes privés extérieurs	5 163 151 000	-	-	5 163 151 000
	765	Fonds de concours	-	-	-	-
	769	Autres dons et legs	-	-	-	-
SOUS-TOTAL **RECETTES** EXTRAORDINAIRES			187 799 861 000	-	-	187 799 861 000
TOTAL			3 149 793 951 000	8 584 316 000	158 584 316 000	3 299 793 951 000

[30] Remplacer « RESSOURCES » par « RECETTES »

Article 18[31] **:**

Les ressources de trésorerie de l'Etat, exercice 2025 sont évaluées à deux mille cent quatre-vingt-dix-neuf milliards cinquante-huit millions cent quarante-trois mille deux cent soixante-cinq (2 199 058 143 265) Francs CFA et réparties ainsi qu'il suit :

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS CORRIGEES 2025
Produits des emprunts à court, moyen et long terme	358 588 143 265
Emprunts projets	*272 896 592 000*
Emprunts programmes	*85 691 551 265*
Dépôts sur les comptes des correspondants	1 836 552 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 918 000 000
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	2 199 058 143 265

[31] Article 18 nouveau = article 17 ancien

Article 19[32] **:**

Le total des dépenses budgétaires de l'Etat au titre de l'exercice 2025 est fixé à trois mille sept cent soixante-deux milliards deux cent soixante-douze millions six cent quarante **et**[33] un mille (3 762 272 641 000) Francs CFA.

Article 20[34] **:**

Dans la limite du plafond fixé à l'article 19 ci-dessus, sont ouverts pour l'exercice 2025, les crédits suivants (en F CFA) :

NATURES DE DEPENSES	PREVISIONS CORRIGEES 2025
DEPENSES **ORDINAIRES**[35]	2 458 421 896 000
Charges financières de la dette	343 947 262 000
Dépenses de personnel	1 274 600 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	255 289 085 000
Dépenses de transferts courants	583 085 549 000
Dépenses en atténuation des recettes	1 500 000 000
DEPENSES EN CAPITAL	1 303 850 745 000
Investissements exécutés par l'Etat	1 288 850 745 000
Etat	*876 050 884 000*
Subventions	*187 799 861 000*
Prêts	*225 000 000 000*
Transferts en capital	15 000 000 000
Total Dépenses budgétaires	3 762 272 641 000

[32] Article 19 nouveau = article 18 ancien
[33] Insérer « et » après « quarante »
[34] Article 20 nouveau = article 19 ancien
[35] Remplacer « COURANTES » par « ORDINAIRES »

Article 21[36] :

Sont autorisées au titre de l'exercice 2025, les charges de trésorerie de l'Etat définies comme suit (en F CFA) :

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS CORRIGEES 2025
Amortissement de la dette (remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme)	1 121 169 867 773
Retraits sur les comptes des correspondants	1 836 552 000 000
Prêts et avances	14 000 000 000
TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	2 971 721 867 773

[36] Article 21 nouveau = article 20 ancien

Article 22[37] :

Sont autorisés au titre de l'exercice 2025, les plafonds en recettes et en dépenses afférents aux comptes spéciaux ouverts dans les écritures du Trésor public comme suit (en F CFA) :

INTITULE DU COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	PREVISIONS **CORRIGEES[38]** 2025
CAS n° 126 « Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base »	2 500 000 000
CAS n° 127 « Cantines scolaires du secondaire »	152 000 000
CAS n° 128 « Fonds d'appui au développement du système de santé »	41 000 000
CAS n° 129 « Fonds de soutien à la modernisation de l'administration publique »	3 092 837 000
CAS n° 130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso »	698 890 000
CAS n° 131 « Fonds de développement de la statistique »	185 157 000
CAS n° 132 « Cadastre fiscal »	75 000 000
CAS n° 142 « Remboursement Crédits TVA »	125 000 000 000
CAS n° 143 « Approvisionnement en Eau et Assainissement »	63 208 863 000
CAS n° 144 « Appui à la Formation Professionnelle »	3 707 165 395
CAS n° 154 « Fonds d'assurance en matière de publicité foncière »	605 000 000
CAS n° 155 « Fonds de Soutien Patriotique »	150 000 000 000
CAS n° 156 « Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les services de base (PREGOLS)»	17 479 132 003
TOTAL	366 745 044 398

Il est autorisé, à titre exceptionnel, la prise en charge de dépenses de personnel sur les comptes spéciaux du Trésor ci-après :

- compte spécial n°129 « Soutien à la modernisation de l'administration publique » ;
- compte spécial n° 130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso » ;
- compte spécial n°143 « Approvisionnement en eau et assainissement » ;
- compte spécial n° 155 « Fonds de soutien patriotique ».

[37] Article 22 nouveau = article 21 ancien

[38] Insérer « CORRIGEES » après « PREVISIONS »

Article 23[39] :

Les ressources ordinaires du budget de l'Etat, après couverture des charges suivantes (en F CFA) :

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS CORRIGEES 2025
DEPENSES **ORDINAIRES[40]**	2 458 421 896 000
Charges financières de la dette	343 947 262 000
Dépenses de personnel	1 274 600 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	255 289 085 000
Dépenses de transferts courants	583 085 549 000
Dépenses en atténuation des recettes	1 500 000 000

dégagent une épargne budgétaire de six cent cinquante-trois milliards cinq cent soixante-douze millions cent quatre-vingt-quatorze mille (653 572 194 000) Francs CFA. Cette épargne permet de couvrir partiellement les dépenses en capital ci-après :

DEPENSES EN CAPITAL	1 303 850 745 000
Investissements exécutés par l'Etat	1 288 850 745 000
Transferts en capital	15 000 000 000

[39] Article 23 nouveau = article 22 ancien

[40] Remplacer « COURANTES » par « ORDINAIRES »

Article 24[41] :

Les données générales de l'équilibre budgétaire et financier se présentent comme suit (en F CFA) :

RECETTES		DEPENSES	
NATURES	PREVISIONS CORRIGEES 2025	NATURES	PREVISIONS CORRIGEES 2025
Recettes[42] ordinaires	3 111 994 090 000	Dépenses ordinaires	2 458 421 896 000
Vente de produits	0		
Recettes fiscales	2 684 052 298 000	Charges financières de la dette	343 947 262 000
Recettes non fiscales	417 811 350 000	Personnel	1 274 600 000 000
Produits financiers	1 546 126 000	Acquisitions de biens et services	255 289 085 000
Recettes exceptionnelles	8 584 316 000	Transferts courants	583 085 549 000
		Dépenses en atténuation des recettes	1 500 000 000
Recettes extraordinaires	187 799 861 000	Dépenses en capital	1 303 850 745 000
Dons projets	187 799 861 000	Investissements exécutés par l'Etat	1 288 850 745 000
Dons programmes	0	*Etat*	876 050 884 000
		Subvention	187 799 861 000
		Prêts	225 000 000 000
		Transferts en capital	15 000 000 000
TOTAL RECETTES	3 299 793 951 000	TOTAL DEPENSES	3 762 272 641 000
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (TOTAL RECETTE**S**[43] -TOTAL DEPENSES)			-462 478 690 000
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (**recettes ordinaires**[44]-dépenses **ordinaires**[45]-investissements exécutés par l'Etat seul-transferts en capital)			-237 478 690 000

[41] Article 24 nouveau = article 23 ancien
[42] Remplacer « Ressources » par « Recettes »
[43] Ajouter « S » à « RECETTES »
[44] Remplacer « ressources propres » par « recettes ordinaires »
[45] Remplacer « courantes » par « ordinaires »

Le solde budgétaire global est négatif et s'établit à quatre cent soixante-deux milliards quatre cent soixante-dix-huit millions six cent quatre-vingt-dix mille (462 478 690 000) Francs CFA. Il détermine la capacité de l'Etat à couvrir ses charges totales sans recourir aux emprunts.

Il en est de même du solde budgétaire de base qui est négatif et s'établit à deux cent trente-sept milliards quatre cent soixante-dix-huit millions six cent quatre-vingt-dix mille (237 478 690 000) Francs CFA.

Article 25[46] :

Le Ministre chargé des finances est autorisé à rechercher les voies et moyens susceptibles d'assurer l'équilibre financier du budget de l'Etat. A cet effet, il est habilité à négocier avec toute source de financement intérieure ou extérieure.

Article 26[47] :

Sont approuvées au titre de l'exercice 2025, les prévisions de ressources et de charges de trésorerie conformément au tableau ci-après (en F CFA) :

RESSOURCES DE TRESORERIE	**PREVISIONS CORRIGEES** [48]2025	CHARGES DE TRESORERIE	**PREVISIONS CORRIGEES** 2025
Produits provenant de la cession des actifs		Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme	1 121 169 867 773
Produits des emprunts à court, moyen et long terme	358 588 143 265	Retraits sur les comptes des correspondants	1 836 552 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	1 836 552 000 000	Prêts et avances	14 000 000 000
Remboursements de prêts et avances	3 918 000 000		
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	2 199 058 143 265	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	2 971 721 867 773

[46] Article 25 nouveau = article 24 ancien
[47] Article 26 nouveau = article 25 ancien
[48] Remplacer « MONTANT » par « PREVISIONS CORRIGEES »

Article 27[49] :

Les montants des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts sur les programmes et les dotations concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au titre de l'exercice budgétaire de l'année 2025 sont révisés comme suit (en F CFA) :

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01_Présidence du Faso		*20 209 283 000*	*43 332 602 000*	-	-	-	-	*20 209 283 000*	*43 332 602 000*
	001-Pilotage de l'action présidentielle	20 209 283 000	39 332 602 000					20 209 283 000	39 332 602 000
	002-Lutte contre le VIH, le Sida et les IST	-	4 000 000 000					-	4 000 000 000
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres		*65 000 000*	*1 435 946 000*	-	-	-	-	*65 000 000*	*1 435 946 000*
	004-Organisation du travail gouvernemental	65 000 000	1 435 946 000					65 000 000	1 435 946 000
03_Primature		-	*7 535 929 000*	-	-	-	-	-	*7 535 929 000*
	005-Orientation de l'action gouvernementale	-	2 199 170 000					-	2 199 170 000
	006-Pilotage et soutien aux services de la Primature	-	1 240 041 000					-	1 240 041 000
	007-Supervision des secteurs stratégiques	-	942 570 000					-	942 570 000
	008-Promotion du capital humain	-	3 154 148 000					-	3 154 148 000
04_Parlement		-	*10 000 000 000*	-	-	-	-	-	*10 000 000 000*
	134-Fonction parlementaire	-	10 000 000 000					-	10 000 000 000
06-Conseil National de Sécurité d'Etat		*8 412 538 000*	*21 676 349 000*	-	-	-	-	*8 412 538 000*	*21 676 349 000*
	165-Sécurité d'Etat	8 412 538 000	21 676 349 000					8 412 538 000	21 676 349 000

[49] Article 27 nouveau = article 26 ancien

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité		*20 155 890 000*	*89 008 415 000*	-	*956 177 554*	*3 148 771 000*	*11 998 771 000*	*23 304 661 000*	*100 051 008 446*
	011- Administration du territoire	187 550 000	7 168 083 000					187 550 000	7 168 083 000
	013-Protection Civile	1 900 000 000	4 944 652 000					1 900 000 000	4 944 652 000
	014-Décentralisation	8 168 561 000	20 453 662 000				8 850 000 000	8 168 561 000	29 303 662 000
	015-Etat civil et identification des personnes	41 810 000	291 414 000					41 810 000	291 414 000
	016-Pilotage et soutien des services du Ministère	115 030 000	7 223 502 000		901 798 494	3 148 771 000	3 148 771 000	3 263 801 000	9 470 474 506
	098-Transports et météorologie	9 582 939 000	40 429 352 000		30 000 000			9 582 939 000	40 399 352 000
	099-Mobilité et sécurité routière	160 000 000	7 931 515 000		24 379 060			160 000 000	7 907 135 940
	157-Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	-	566 235 000					-	566 235 000
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions		*15 373 899 000*	*38 534 577 000*	-	-	-	-	*15 373 899 000*	*38 534 577 000*
	017-Administration judiciaire	15 373 899 000	16 708 501 000					15 373 899 000	16 708 501 000
	018-Administration pénitentiaire	-	16 803 840 000		-			-	16 803 840 000
	019-Droits humains	-	917 166 000					-	917 166 000
	020-Citoyenneté et paix	-	921 244 000					-	921 244 000
	021-Pilotage et soutien	-	3 017 458 000					-	3 017 458 000
	124-Relations avec les Institutions	-	166 368 000					-	166 368 000
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants		*79 939 273 000*	*518 422 019 000*	-	-	-	*8 030 000 000*	*79 939 273 000*	*526 452 019 000*
	022-Défense	56 510 000 000	118 766 250 000			-	8 030 000 000	56 510 000 000	126 796 250 000
	023-Préparation et emploi des forces	10 212 484 000	255 821 349 000					10 212 484 000	255 821 349 000
	024-Equipement des forces	2 841 383 000	3 900 137 000					2 841 383 000	3 900 137 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	200 000 000	88 124 449 000					200 000 000	88 124 449 000
	026-Renforcement du lien Armée-Nation	19 150 000	3 205 607 000					19 150 000	3 205 607 000
	027-Pilotage et soutien	10 156 256 000	48 604 227 000					10 156 256 000	48 604 227 000
12-Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur		*1 950 000 000*	*34 815 784 000*	-	*3 855 190 000*	-	*3 855 190 000*	*1 950 000 000*	*34 815 784 000*
	028-Cooperation bilatérale	315 000 000	17 090 800 000		1 712 363 000			315 000 000	15 378 437 000
	029-Coopération multilatérale	1 060 000 000	5 745 418 000				2 650 922 000	1 060 000 000	8 396 340 000
	030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	213 000 000	7 540 615 000		1 869 264 000			213 000 000	5 671 351 000
	137-Integration Africaine	112 000 000	643 290 000		172 043 000			112 000 000	471 247 000
	158-Diaspora et migration internationale	250 000 000	3 266 041 000				1 204 268 000	250 000 000	4 470 309 000
	159-Protection internationale et consulaire	-	529 620 000		101 520 000			-	428 100 000
13-Ministère de la Sécurité		*9 779 100 000*	*130 294 223 000*	-	-	-	*956 177 554*	*9 779 100 000*	*131 250 400 554*
	010-Sureté de l'Etat	500 000 000	8 893 858 000					500 000 000	8 893 858 000
	012-Sécurité intérieure	9 254 100 000	117 861 204 000					9 254 100 000	117 861 204 000
	139-Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	25 000 000	3 539 161 000				956 177 554	25 000 000	4 495 338 554
14-Ministère de l'Économie et des Finances		*70 903 514 000*	*547 526 742 000*	-	-	-	-	*70 903 514 000*	*547 526 742 000*
	031-Charge de la dette	-	343 947 262 000					-	343 947 262 000
	032-Pilotage de l'Économie et du développement	33 366 076 000	90 045 306 000					33 366 076 000	90 045 306 000
	033-Mobilisation des ressources	35 694 151 000	56 501 573 000					35 694 151 000	56 501 573 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	-	12 851 978 000					-	12 851 978 000
	036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	-	4 637 356 000					-	4 637 356 000
	038-Pilotage et soutien des services du ministère	1 843 287 000	39 543 267 000					1 843 287 000	39 543 267 000
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale		*1 125 000 000*	*48 372 198 000*	-	-	-	-	*1 125 000 000*	*48 372 198 000*
	042-Ressources humaines de l'administration publique	1 125 000 000	8 961 875 000					1 125 000 000	8 961 875 000
	043-Réforme de l'administration	-	449 063 000					-	449 063 000
	044-Travail décent	-	36 385 461 000					-	36 385 461 000
	045-Pilotage et soutien des services du Ministère	-	2 575 799 000					-	2 575 799 000
18-Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme		*6 596 943 000*	*28 502 804 000*	-	-	-	-	*6 596 943 000*	*28 502 804 000*
	039-Culture	500 000 000	5 693 980 000					500 000 000	5 693 980 000
	040-Tourisme	2 096 943 000	4 397 490 000					2 096 943 000	4 397 490 000
	046-Communication	4 000 000 000	10 815 827 000					4 000 000 000	10 815 827 000
	047-Pilotage et soutien	-	7 595 507 000					-	7 595 507 000
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi		*4 202 263 000*	*25 095 242 000*	-	-	-	-	*4 202 263 000*	*25 095 242 000*
	052-sport et loisirs	2 861 762 000	13 940 970 000					2 861 762 000	13 940 970 000
	054-Pilotage et soutien des services du Ministère	10 000 000	3 733 781 000					10 000 000	3 733 781 000
	101-Jeunesse et éducation permanente	-	2 297 411 000					-	2 297 411 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	103-Promotion de l'emploi	1 330 501 000	5 123 080 000					1 330 501 000	5 123 080 000
21-Ministère de la Santé		*28 195 506 000*	*388 938 201 000*	-	-	-	-	*28 195 506 000*	*388 938 201 000*
	055-Offre de soin	20 550 000 000	137 138 454 000					20 550 000 000	137 138 454 000
	056-Santé publique	7 496 506 000	190 418 986 000					7 496 506 000	190 418 986 000
	057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	149 000 000	28 449 882 000					149 000 000	28 449 882 000
	146-Acès aux produits de santé	-	32 930 879 000					-	32 930 879 000
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale		*3 095 000 000*	*31 824 271 000*	-	-	-	-	*3 095 000 000*	*31 824 271 000*
	048-Femme et du genre	-	4 731 361 000					-	4 731 361 000
	049-Enfance et famille	1 500 000 000	7 338 472 000					1 500 000 000	7 338 472 000
	050-Solidarité nationale, gestion des catastrophes et crises humanitaires	1 595 000 000	16 788 768 000					1 595 000 000	16 788 768 000
	051-Pilotage et soutien des services du Ministère	-	2 965 670 000					-	2 965 670 000
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales		*18 248 585 000*	*469 024 836 000*	-	**1 152 000 000**	-	-	*18 248 585 000*	**467 872 836 000**
	058-Accès à l'éducation formelle	12 085 388 000	246 721 173 000					12 085 388 000	246 721 173 000
	059-Qualité de l'éducation formelle	672 000 000	41 219 756 000					672 000 000	41 219 756 000
	060-Education non formelle et promotion des langues nationales	3 773 954 000	25 346 204 000					3 773 954 000	25 346 204 000
	061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 507 758 000	11 174 077 000		**1 152 000 000**			1 507 758 000	**10 022 077 000**
	160-Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	159 485 000	18 533 554 000					159 485 000	18 533 554 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	161-Fourniture de services sociaux dans l'éducation	50 000 000	126 030 072 000					50 000 000	126 030 072 000
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		*14 222 462 000*	*116 262 570 000*	**2 616 094 254**	-	-	-	**12 110 913 746**	116 262 570 000
	062-Enseignement supérieur	10 244 689 000	52 984 040 000	**1 740 809 804**				**8 503 879 196**	52 984 040 000
	063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	335 775 000	37 799 138 000					335 775 000	37 799 138 000
	064-Recherche scientifique et technologique	2 138 306 000	12 814 411 000	**504 546 000**				**1 767 567 550**	12 814 411 000
	065-Pilotage et soutien aux services du MESRI	670 442 000	11 720 377 000	**370 738 450**				**670 442 000**	11 720 377 000
	066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	833 250 000	944 604 000					833 250 000	944 604 000
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat		*6 525 000 000*	*42 692 056 000*	-	-	-	-	*6 525 000 000*	*42 692 056 000*
	067-Industrie	250 000 000	1 023 626 000					250 000 000	1 023 626 000
	068-Commerce	25 000 000	26 349 098 000					25 000 000	26 349 098 000
	069-Artisanat	250 000 000	987 239 000					250 000 000	987 239 000
	070-Secteur privé	6 000 000 000	12 634 077 000					6 000 000 000	12 634 077 000
	071-Pilotage et soutien	-	1 698 016 000					-	1 698 016 000
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières		*46 220 277 000*	*34 546 097 000*	-	-	-	-	*46 220 277 000*	*34 546 097 000*
	072-Mines	-	2 264 886 000					-	2 264 886 000
	073-Energie	46 220 277 000	30 567 132 000					46 220 277 000	30 567 132 000
	074-Pilotage et soutien des services du Ministère	-	1 187 358 000					-	1 187 358 000
	138-Carrières	-	526 721 000					-	526 721 000
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques		*120 249 199 000*	*157 168 962 000*	-	-	*256 500 000*	-	*120 505 699 000*	*157 168 962 000*

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	68 836 000 000	56 707 290 000					68 836 000 000	56 707 290 000
	076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	9 669 471 000	18 219 139 000					9 669 471 000	18 219 139 000
	077-Economie agricole	9 124 975 000	9 440 908 000			256 500 000		9 381 475 000	9 440 908 000
	078-Développement durable des productions agricoles	16 682 663 000	28 927 886 000					16 682 663 000	28 927 886 000
	079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	877 740 000	4 453 513 000					877 740 000	4 453 513 000
	080-Pilotage et soutien	941 800 000	12 399 037 000					941 800 000	12 399 037 000
	081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	4 188 500 000	8 099 181 000					4 188 500 000	8 099 181 000
	082-Productivité et compétitivité des productions animales	8 003 046 000	12 615 124 000					8 003 046 000	12 615 124 000
	083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 148 000 000	4 262 723 000					1 148 000 000	4 262 723 000
	084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	777 004 000	2 044 161 000					777 004 000	2 044 161 000
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement		*129 220 968 000*	*124 271 293 000*	-	-	-	*84 520 000 000*	*129 220 968 000*	*208 791 293 000*
	091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	33 141 110 000	38 235 961 000			-	22 130 000 000	33 141 110 000	60 365 961 000
	092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires,	90 026 959 000	76 994 592 000				62 390 000 000	90 026 959 000	139 384 592 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	aéroportuaires, maritimes et cartographiques								
	093-Développement de réseau de pistes rurales	5 723 399 000	6 103 181 000					5 723 399 000	6 103 181 000
	094-Pilotage et soutien	329 500 000	2 937 559 000					329 500 000	2 937 559 000
31-Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques		*22 442 839 000*	*26 874 174 000*	*3 747 859 000*	*4 256 169 000*	**392 800 000**	-	***19 087 780 000***	22 618 005 000
	095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	12 309 678 000	5 072 956 000					12 309 678 000	5 072 956 000
	096-Appui au sous-secteur postal	-	616 315 000		501 840 000			-	114 475 000
	097-Pilotage et soutien aux structures du Ministère	15 225 000	2 250 852 000		6 470 000			15 225 000	2 244 382 000
	136-Transformation et écosystème numérique	10 117 936 000	18 934 051 000	3 747 859 000	3 747 859 000	**392 800 000**	-	**6 762 877 000**	15 186 192 000
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique		*4 341 080 000*	*184 058 787 000*	-	-	-	**1 152 000 000**	*4 341 080 000*	**185 210 787 000**
	102-Enseignement et formation techniques et professionnels	2 773 773 000	33 539 494 000					2 773 773 000	33 539 494 000
	104-Pilotage et soutien aux services de l'enseignement secondaire, de la formation professionnelle et technique	513 057 000	9 561 158 000				**1 152 000 000**	513 057 000	**10 713 158 000**
	163- Enseignement secondaire général	1 051 250 000	113 714 157 000					1 051 250 000	113 714 157 000
	164-Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	3 000 000	27 243 978 000					3 000 000	27 243 978 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		*470 000 000*	*4 219 100 000*	-	-	-	-	*470 000 000*	*4 219 100 000*
	105-Urbanisme et Topographie	470 000 000	2 028 906 000					470 000 000	2 028 906 000
	106-Architecture et construction	-	1 135 538 000					-	1 135 538 000
	107-Accès aux logements décents	-	292 843 000					-	292 843 000
	108-Pilotage et soutien aux service du Ministère	-	761 813 000					-	761 813 000
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement		*57 857 112 000*	*112 097 434 000*	*72 295 000*	*72 295 000*	**500 000 000**	*72 295 000*	**58 284 817 000**	*112 097 434 000*
	086-Ressources forestières et fauniques	3 051 255 000	18 265 785 000					3 051 255 000	18 265 785 000
	087-Assainissement de l'environnement	1 363 150 000	5 294 416 000					1 363 150 000	5 294 416 000
	088-Gouvernance Environnementale et Changement Climatique	2 239 100 000	11 048 834 000					2 239 100 000	11 048 834 000
	109-Aménagements hydrauliques	10 993 336 000	16 741 480 000			**500 000 000**		**11 493 336 000**	16 741 480 000
	110-Gestion intégrée des ressources en eau	3 880 616 000	7 650 456 000	72 295 000	72 295 000	-	72 295 000	3 808 321 000	7 650 456 000
	111-Approvisionnement en eau potable	35 597 390 000	42 842 795 000					35 597 390 000	42 842 795 000
	112-Assainissement des eaux usées et excréta	-	-					-	-
	113-Pilotage et soutien	732 265 000	10 253 668 000					732 265 000	10 253 668 000
50-Grande Chancellerie		-	*931 747 000*	-	-	-	-	-	*931 747 000*
	114-Ordres burkinabè	-	931 747 000					-	931 747 000
51-Conseil Supérieur de la Communication		*8 867 000*	*1 188 150 000*	-	-	-	-	*8 867 000*	*1 188 150 000*
	115-Régulation du secteur de la communication	8 867 000	1 188 150 000					8 867 000	1 188 150 000
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption		-	*1 820 800 000*	-	-	-	-	-	*1 820 800 000*
	116-Contrôle d'Etat et lutte contre la corruption	-	1 820 800 000					-	1 820 800 000

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS INITIALES 2025		ANNULATIONS		OUVERTURES		PREVISIONS CORRIGEES 2025	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
54-Conseil Constitutionnel		-	*900 093 000*	-	-	-	-	-	*900 093 000*
	117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	-	900 093 000					-	900 093 000
55-Conseil d'Etat		-	*998 780 000*	-	-	-	-	-	*998 780 000*
	118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	998 780 000					-	998 780 000
56-Cour des Comptes		*60 000 000*	*1 791 500 000*	-	-	-	-	*60 000 000*	*1 791 500 000*
	119-Controle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	60 000 000	1 791 500 000					*60 000 000*	*1 791 500 000*
57-Cour de Cassation		-	1 646 690 000	-	-	-	-	-	1 646 690 000
	120-Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire	-	1 646 690 000					-	1 646 690 000
58-Commission Électorale Nationale Indépendante		-	*498 365 000*	-	-	-	-	-	*498 365 000*
	121-Elections	-	498 365 000					-	498 365 000
59-Commission de l'Informatique et des Libertés		-	*498 999 000*	-	-	-	-	-	*498 999 000*
	122-Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel	-	498 999 000					-	498 999 000
61-Commission Nationale des Droits Humains		-	*484 797 000*	-	-	-	-	-	*484 797 000*
	147-Défense des Droits Humains	-	484 797 000					-	484 797 000
99-Dépenses Communes Interministérielles		*30 800 000 000*	*364 982 109 000*	-	-	-	*49 707 398 000*	*30 800 000 000*	*414 689 507 000*
	133-Dépenses communes interministérielles	30 800 000 000	364 982 109 000				49 707 398 000	30 800 000 000	414 689 507 000
TOTAL		720 669 598 000	3 612 272 641 000	**6 436 248 254**	**10 291 831 554**	**4 298 071 000**	**160 291 831 554**	**719 035 966 746**	3 762 272 641 000

Article 28[50] :

Les montants des crédits de paiement (CP) et, le cas échéant, des autorisations d'engagement (AE) des comptes d'affectation spéciale au titre de l'année budgétaire 2025 sont fixés comme suit :

(En F CFA)

Section	Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	Intitulé	Prévisions **corrigées**[51] 2025	
			AE	CP
09	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité		4 481 221 210	17 479 132 003
	156	Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les services de base (PREGOLS)	4 481 221 210	17 479 132 003
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants		-	150 000 000 000
	155	Fonds de Soutien Patriotique	-	150 000 000 000
14	Ministère de l'Economie et des Finances		-	125 865 157 000
	131	Développement de la statistique	-	185 157 000
	132	Cadastre Fiscal	-	75 000 000
	142	Remboursement Crédits TVA	-	125 000 000 000
	154	Fonds d'assurance en matière de publicité foncière	-	605 000 000
17	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale		1 438 947 000	3 092 837 000
	129	Soutien à la modernisation de l'administration publique	1 438 947 000	3 092 837 000
21	Ministère de la Santé		10 000 000	41 000 000
	128	Développement du système de santé	10 000 000	41 000 000
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales		564 846 000	2 500 000 000

[50] Article 28 nouveau = article 27 ancien

[51] Insérer « corrigées » après « prévisions »

Section	Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	Intitulé	Prévisions **corrigées**[51] 2025	
			AE	CP
	126	Soutien au développement de l'enseignement de base	564 846 000	2 500 000 000
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique		2 522 930 214	3 859 165 395
	127	Cantines scolaires du secondaire	20 000 000	152 000 000
	144	Appui à la Formation Professionnelle	2 502 930 214	3 707 165 395
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		-	698 890 000
	130	Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso	-	698 890 000
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement		22 280 366 000	63 208 863 000
	143	Approvisionnement en eau et assainissement	22 280 366 000	63 208 863 000
Total[52]			31 298 310 424	366 745 044 398

Article 29[53] : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique

à Ouagadougou, le ……

Le Président

Dr Ousmane BOUGOUMA

Le Secrétaire de séance

[52] Supprimer « Ministère »

[53] Article 29 nouveau = article 28 ancien